

Initiatives ministérielles

compte de ce que pensent la population canadienne ou ses élus.

Si vous écoutez attentivement, monsieur le Président, vous pourrez entendre le bruit des bottes dans le silence qui règne ici lorsque nous n'y sommes pas.

Un vieil adage dit qu'en fin de compte les Canadiens ont les gouvernements qu'ils méritent. Je pense que les Canadiens méritent mieux que le gouvernement actuel. . . n'en déplaît aux ministres qui s'esclaffent.

M. McDermid: Vous êtes si rigolo.

M. Tobin: Quand leurs chauffeurs les promènent en limousine, quand leurs adjoints leur enfilent leur manteau et leurs bottes à la sortie de cet endroit, quand on les transporte vers leur bureau où on leur dit: «Oui, monsieur ou madame le Ministre, non, monsieur ou madame le Ministre» quand on leur apporte leur thé, quand le cerveau commence à enfler et qu'il leur faut changer de feutre constamment pour se couvrir la tête, l'envie leur prend peut-être de se croire une sorte de droit divin à régner, et au diable la tradition parlementaire et ce que peut bien penser la population, qui veut parfois donner son avis sur ce qui lui arrive. Voilà peut-être ce qu'ils croient, mais la population est d'un autre avis et elle ne tolérera pas ces façons de faire dictatoriales à la Politburo.

Quel jour malheureux! En Europe de l'Est il y a un grand mouvement de réforme. En Europe de l'Est on salue la notion de multipartisme. On salue la possibilité d'avoir des gouvernements qui rendent compte au peuple qu'ils sont censés servir. On salue la possibilité qu'ils soient même, pensez donc, élus par la population qu'ils servent. Alors que le premier ministre soi-même célèbre de sa plus mélodieuse voix de baryton cette grande évolution qui se manifeste en Europe de l'Est, ici au Parlement les ministres rigolent quand on piétine nos droits.

Les ministres, en face, aimeraient bien pouvoir dire que c'est une exagération. Mais n'est-ce pas le Président de la Chambre des communes qui a dû, il y a quelques mois, déclarer que la publicité du gouvernement disant: «Voici votre TPS, voici ce qui va se passer, gardez cette annonce» représentait un outrage au Parlement? Est-ce que le Président de la Chambre des communes n'a pas dit

que c'était un outrage au Parlement et au peuple canadien? Bien sûr que si.

Quelle est la différence entre faire de la publicité pour la TPS, en la considérant comme adoptée avant même qu'elle ne soit présentée ici, et non seulement faire de la publicité, mais mettre en oeuvre une annulation de subventions avant même que nous ayons vu le projet de loi? C'est la même chose. Pour les Canadiens de la région atlantique, la décision de la présidence est essentielle.

Elle n'est pas essentielle pour savoir si le Canada atlantique va être traité convenablement, pour savoir si le gouvernement se rend compte de l'effet dévastateur de ce projet de loi sur la région, et même sur les agriculteurs de l'Ontario, mais bien pour savoir si ce Canada, cette fédération de peuples et de provinces, cette expérience de démocratie, cette leçon au monde sur la façon de se gouverner, est aussi blanc et pur que nous voudrions le croire.

Que le gouvernement sache bien que ce projet de loi ne sera pas adopté facilement au Parlement et en comité. Le Parti libéral, l'opposition officielle, avec l'aide de nos collègues de l'autre parti d'opposition j'espère, fera tout ce qu'il peut pour que non seulement justice soit faite, mais aussi qu'on sache qu'elle a été faite et que le peuple réalise que nous mettrons fin à cette détérioration des institutions démocratiques perpétrée par le gouvernement.

Qu'est-il arrivé à propos de ce projet de loi? Premièrement, il n'a fait l'objet d'aucune consultation dans les régions ou auprès des organismes agricoles du Canada. Absolument aucune. Que s'est-il passé au juste? La Commission des transports des provinces de l'Atlantique a recommandé que ce projet de loi soit modifié comme l'a rappelé le député de Moose Jaw—Lake Centre. Elle a expliqué comment le tarif de l'Est pourrait nous faire économiser jusqu'à 50 p. 100 du programme sans obtenir la moindre réaction des grands démocrates d'en face. Rien que le mutisme le plus complet après les recommandations et les instances des hommes d'affaires de l'Atlantique représentés au sein de la cette commission. Faut-il éprouver du mépris pour ne pas se donner même la peine de répondre que c'était une bonne ou une mauvaise idée? Le gouvernement a observé le mutisme le plus complet. Que s'est-il passé au juste?